



AEF Dépêche n°482526
Paris, le 19/06/2014 12:01:00

Imprimé depuis le site www.aef.info
Compte : julien.blanchet (93586) - 93.19.64.47

Toute reproduction ou transmission de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel d'AEF.

Enseignement / Recherche

Comue : "Arrêtons d'avoir peur de tout !" (Julien Blanchet, président de la Fage)

Par Anne Mascret

"Je trouve assez affligeant pour l'image du monde universitaire les positions conspirationnistes et totalement réactionnaires" des groupes comme JP Vernant, indique à AEF Julien Blanchet, président de la Fage, mardi 10 juin 2014. Il est contre l'idée d'un moratoire sur la politique de regroupement : "Pourquoi stopper la dynamique là où tout se passe bien ?" Pour lui, la perspective d'avoir de grands ensembles "ne va rien changer pour les étudiants qui ne connaissent déjà que leur fac". Et si la Fage est "résolument contre l'idée de faire des collèges universitaires", elle juge "possible de rationaliser de manière intelligente l'offre de formation". S'agissant des autres chantiers qui occupent la Fage, il s'inquiète de la non-publication du rapport IGAENR/IGAS/IGF devant servir de base à un plan de vie étudiante : "Le gouvernement joue la montre faute de moyens ou de volonté politique."

AEF : Quelle est la position de la Fage sur la politique de regroupement actuellement à l'œuvre dans l'enseignement supérieur français ?

Julien Blanchet : Nous ne sommes pas réfractaires aux Comue, il s'agit d'un dispositif que nous avons soutenu dans le cadre de la loi. Arrêtons d'avoir peur de tout ! Nous avons voté contre la demande de moratoire au dernier Cneser (lire sur AEF) car nous refusons l'immobilisme. Il est bien de donner un délai supplémentaire à ceux qui en ont besoin, mais pourquoi stopper la dynamique là où tout se passe bien ? En revanche, il est vrai qu'à certains endroits, lorsque les statuts prévoient une diminution de la représentation étudiante, nous nous y opposons, comme à Saclay où seuls deux étudiants sont membres du CA dans le projet actuel (lire sur AEF).



Julien Blanchet, président de la Fage

AEF : Que pensez-vous de la position de certains collectifs qui voient le jour depuis quelques mois comme le groupe Jean-Pierre Vernant et qui sont contre les Comue ?

Julien Blanchet : Je trouve assez affligeant pour l'image du monde universitaire les positions conspirationnistes et totalement réactionnaires de ces groupes. Ils sont vraiment dans l'excès et mentent sans scrupule, soutenant par exemple que les Comue vont obligatoirement faire augmenter les droits d'inscription. Le seul objectif est évidemment de faire peur aux étudiants en espérant les mobiliser : c'est un vrai manque de respect pour la communauté universitaire. Ce sont des gens, majoritairement parisiens, qui ont peur de tout changement et pensent que le confort de l'immobilisme est l'avenir de l'enseignement supérieur. Les étudiants veulent du changement, ils veulent une offre de formation adaptée. Les enseignants ne sont pas propriétaires de leurs masters, ayons le courage de la réforme !

AEF : L'un des arguments des anti-Comue est de dire que l'on va fabriquer des mastodontes très éloignés des préoccupations des étudiants. Qu'en pensez-vous ?

Julien Blanchet : Que l'on construise des ensembles ne va rien changer pour les étudiants qui ne connaissent déjà que leur fac. On a dit la même chose au moment des fusions à Strasbourg ou à Aix-Marseille : or, j'observe que les étudiants ne sont pas plus malheureux qu'avant. Il y a même un effet positif directement mesurable dans ces établissements fusionnés : les passerelles entre les parcours sont beaucoup plus simples qu'avant. Je pense au contraire que ces grands ensembles vont permettre d'avoir une politique de formation, de recherche et de vie étudiante plus cohérente sur un territoire donné pour certaines questions essentielles pour les étudiants comme l'insertion professionnelle, les échanges internationaux, la pédagogie innovante, etc. Dans dix ans, les Comue seront les universités d'aujourd'hui avec une mise en mouvement de notre enseignement supérieur, mettant l'université au cœur de notre société et intégrant les écoles et instituts tout en préservant leurs spécificités. Ce sera un progrès social pour les jeunes, garant de l'égalité des chances !

AEF : Vous ne craignez pas non plus le développement d'un système à plusieurs vitesses, avec d'un côté des universités de recherche et de l'autre des collèges universitaires ?

Julien Blanchet : C'est l'un des écueils qu'il faudra absolument éviter, en étant très attentif à ce que deviendra l'offre de licence. Nous sommes résolument contre l'idée de faire des collèges universitaires. Mais nous estimons a contrario qu'il est possible de rationaliser de manière intelligente l'offre de formation. Je prends un exemple : fusionner trois licences de langues où il y a entre 8 et 12 étudiants pour construire une licence unique trilingue, intégrant des langues rares comme le russe ou le chinois permet de retrouver des effectifs décents. Cela correspond aux attentes des étudiants, c'est une expérience que j'ai menée dans mon université [Poitiers], cela fonctionne pourvu que l'on dépasse le pré carré de chacun pour viser l'intérêt des étudiants.

AEF : Quels sont les autres dossiers qui occupent la Fage actuellement ?

Julien Blanchet : Il y a tout d'abord le dossier des mutuelles étudiantes, sachant que nous sommes pour l'intégration dans le régime commun : nous attendons les arbitrages gouvernementaux (lire sur AEF). Nous avons espoir que le président de la République tienne ses promesses du droit commun pour tous les jeunes et du choc de simplification. Nous souhaitons aussi mettre à l'agenda gouvernemental le salariat étudiant. Plutôt que le condamner avec systématisme, il est important de l'encadrer. Les étudiants attendent que ce sujet fasse partie des discussions lors de la conférence sociale à venir. La pédagogie doit être repensée en profondeur, le cours magistral questionné, l'admission post-licence remise à plat avec courage... bref de la formation de nos enseignants à la gouvernance des établissements en passant par la réussite des étudiants, les chantiers sont nombreux.

Pourtant aucune solution ne sera efficace si l'on ne permet pas des conditions de vie décentes aux étudiants. Nous sommes inquiets de la non-publication du rapport IGAENR/IGAS/IGF devant servir de base à un plan de vie

étudiante global où une remise à plat des aides sociales étudiantes devait être envisagée. Ce rapport était attendu pour septembre 2013 ! Il est clair que le gouvernement joue la montre faute de moyens ou de volonté politique. Pourtant Geneviève Fioraso ne peut pas renier ses promesses, nous serons intransigeants ; l'enveloppe supplémentaire de 118 millions d'euros pour les bourses à la rentrée de septembre est une obligation morale et sociale (lire sur AEF). Un reniement serait un casus belli entre les étudiants et le ministère.